



2016, une année record pour l'aide à l'éducation

Un nouveau document d'orientation du Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM) de l'UNESCO révèle qu'entre 2015 et 2016 l'aide à l'éducation a augmenté de 13 %, soit d'1,5 milliard de dollars, pour atteindre le niveau record de 13,4 milliards de dollars, son plus haut niveau enregistré depuis le début des analyses en 2002.

La Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, a annoncé les résultats auprès d'une soixantaine de ministres de l'éducation au cours de la Conférence ministérielle de l'espace européen de l'enseignement supérieur (E.E.E.S) qui s'est déroulée à Paris le 24 mai. « Cette augmentation est un signe positif. L'éducation est de plus en plus reconnue par les donateurs comme une pierre angulaire du développement. » a déclaré la Directrice générale. « Le programme ambitieux de l'Objectif de développement durable 4 (ODD 4) qui englobe tous les niveaux d'éducation, ne peut être mené à bien sans un financement accru de l'éducation, tant au niveau national qu'à l'extérieur du pays ».

Le document, intitulé « Aid to education: a return to growth? » [Aide à l'éducation : un retour à la croissance ?], révèle que les deux tiers de l'augmentation observée en 2016 concernait l'éducation de base, financée à environ 50 % par les États-Unis, le Royaume-Uni et la Banque mondiale, les trois plus grands donateurs individuels. La Norvège en revanche, a dépensé 12 fois plus que les États-Unis en termes de part du produit national brut (PNB) consacrée à l'aide à l'éducation de base.

Selon les dernières données, moins d'un jeune sur deux achève un cycle d'enseignement secondaire. Si tous les pays développés et certaines économies émergentes s'engageaient, comme la Norvège, à allouer 0,7 % de leur revenu national à l'aide à l'éducation et 10 % de leurs portefeuilles de projets à l'éducation, il y aurait suffisamment de ressources pour assurer l'achèvement universel de l'enseignement secondaire.

Le Directeur du Rapport GEM, Manos Antoninis, appelle à un réexamen des priorités : « Les donateurs doivent se concentrer davantage sur l'enseignement élémentaire et secondaire, ainsi que sur les pays les plus pauvres, afin de combler le déficit de financement qui freine les progrès de l'éducation dans le monde ». Il prévient toutefois que « cela ne résoudra pas les défis majeurs auxquels sont confrontés les pays à revenu intermédiaire inférieur dans le domaine de l'éducation ».

Il ressort du document que plus d'un tiers de l'aide allouée aux pays à revenu intermédiaire inférieur revêt la forme de prêts et que le coût du crédit dissuade de nombreux pays d'emprunter pour l'éducation. En fait, la part de l'éducation dans les prêts de la Banque mondiale aux pays à revenu intermédiaire a reculé de 8,2 % en 2012 à 4,7 % en 2017.

Le document « Aid to education: a return to growth? » insiste sur la nécessité de réduire le coût de l'emprunt pour l'éducation et d'accroître les capacités de prêt des banques de développement. Il s'agit là du point central d'une proposition appuyée par Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU, et Gordon Brown, envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation mondiale, visant à créer un mécanisme international pour le financement de l'éducation (IFFEd) à destination des pays à revenu intermédiaire inférieur.

Le document d'orientation du Rapport GEM précise qu'un tel mécanisme constituerait certes une avancée importante, mais qu'il reste beaucoup à faire pour s'assurer que les fonds soient dépensés là où ils sont les plus nécessaires. Il est par ailleurs essentiel que ce nouveau mécanisme de financement fonctionne de pair avec les autres institutions multilatérales : le Partenariat mondial pour l'éducation (PME), qui cible les pays à faible revenu, et l'initiative Education Cannot Wait (ECW), qui met l'accent sur l'éducation dans les situations d'urgence.

Contact média : Sarah Barden, +33 (0) 1 45 68 08 03 s.barden@unesco.org (link sends e-mail)

Télécharger le document (uniquement en anglais)